

La situation des entreprises en 2009 : baisse de l'activité et attentisme en période de crise

Direction des Entreprises
Observatoire des entreprises

En France, au cours de la deuxième année de la crise économique et financière, les entreprises connaissent un très net fléchissement de leur activité, en particulier à l'exportation. Leur taux de marge revient en 2009 à l'un de ses plus bas niveaux depuis dix ans, et la rentabilité économique amplifie son recul amorcé l'année dernière.

La rentabilité financière nette baisse dans les PME et se stabilise dans les entreprises plus grandes (entreprises de taille intermédiaire – ETI – et grandes entreprises). En effet, pour ces dernières, les dotations nettes aux provisions financières ont été moindres qu'en 2008, si bien que la capacité nette d'autofinancement s'améliore légèrement.

Les charges de personnel ayant beaucoup moins diminué en 2009 que le revenu global, la chute du taux d'épargne engagée en 2008 se poursuit : alors qu'il culminait en 2007 à 21,4 %, il est en 2009 au plus bas sur la période d'étude (1996-2009), à 16,6 %.

L'investissement d'exploitation recule nettement (- 20 %) et le taux d'investissement perd 1,7 point, à 20 % de la valeur ajoutée. Celui-ci demeure faible pour les PME, autour de 16 %. Il est toujours plus élevé pour les ETI que pour les autres catégories d'entreprises ; il diminue cependant comme celui des PME.

Les entreprises se sont montrées particulièrement réactives face à la crise récente. Elles ont ainsi globalement préservé leur structure financière, en particulier les PME. Dans ces dernières, la part des capitaux propres se renforce et la trésorerie à l'actif augmente, sous l'effet conjugué d'un recul des besoins de financement de court terme et d'un comportement attentiste en matière d'investissement. La part des capitaux propres recule en revanche dans les ETI et les grandes entreprises.

Conséquence notamment de la contraction de l'autofinancement et dans un contexte d'apaisement des marchés, l'endettement financier des grandes entreprises augmente par le biais des émissions obligataires. Dans les PME dont le bilan est collecté par la Banque de France, le taux d'endettement continue de diminuer, tiré par la baisse de l'endettement bancaire et notamment de sa composante à court terme. Le repli de l'endettement bancaire des PME est néanmoins à nuancer : sur un échantillon élargi couvrant aussi les plus petites entreprises, les encours de crédits accordés aux PME ralentissent certes fortement en 2009, mais continuent à augmenter. Le taux d'endettement des ETI se stabilise si on neutralise les doubles comptes liés aux financements intra-groupes.

L'ensemble de ces commentaires porte sur des ratios macroéconomiques ; ils peuvent correspondre à des situations très contrastées entre entreprises. La situation de certaines d'entre elles s'est fortement dégradée, comme en témoigne le pic de 63 400 défaillances d'entreprises sur douze mois atteint en novembre 2009. Autre illustration, 10 % des ETI enregistrent une rentabilité financière négative inférieure à - 15 % en 2009, contre une moyenne de 8,3 % pour les ETI.

Au 30 juin 2010, les résultats semestriels des principales sociétés cotées en bourse s'améliorent nettement, grâce à la reprise progressive de l'activité à partir de la fin de 2009. Très internationalisées, ces sociétés profitent du dynamisme des pays émergents.

Mots-clés : activité, rentabilité, endettement, investissement, PME, ETI

Codes JEL : E22, G30, G33, L23, L25

Note : Cette étude a été réalisée à partir des bases FIBEN de la Banque de France disponibles en novembre 2010. La liste et le contenu de ces bases sont détaillés dans l'annexe 1. Un dossier statistique complet et sa méthodologie sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/structures-performances-entreprises.htm>

I | Le recul généralisé de l'activité pèse fortement sur le taux de marge

Le chiffre d'affaires recule nettement, surtout à l'exportation

Toutes catégories confondues, le chiffre d'affaires baisse de 8,8 % en 2009 et la valeur ajoutée de 5 %. Les filiales de sociétés étrangères et les grandes entreprises sont particulièrement affectées (cf. tableau 1). L'activité à l'exportation accuse à elle seule une baisse de 17 %, soit deux fois plus que le chiffre d'affaires total de l'ensemble des entreprises. L'industrie manufacturière est l'activité la plus touchée : recul de 20 %.

Le taux d'exportation des entreprises vendant à l'étranger chute de 1,6 point en 2009, à 28 %¹ (cf. tableau 2). Près d'un tiers des entreprises déclarent un chiffre d'affaires à l'exportation. Ces entreprises sont majoritairement des ETI, des grandes entreprises et des filiales de sociétés étrangères. L'industrie manufacturière et les transports réalisent près de 80 % de l'ensemble.

Le taux de marge est à son plus bas niveau depuis 10 ans

Face à la réduction sensible de leur activité, les entreprises ont ajusté leurs effectifs, prioritairement

le personnel intérimaire. Le coût des effectifs intérimaires se replie de 11,5 % (-16 % dans l'industrie manufacturière et -13 % dans la construction). Dans les grandes entreprises, son poids dans l'ensemble des « dépenses » de personnel n'est plus que de 7,6 % en 2009, après un maximum de 9,3 % en 2005. L'ajustement consécutif à la crise s'est opéré de façon plus mesurée pour le personnel permanent dont les effectifs ne diminuent que de 2 %.

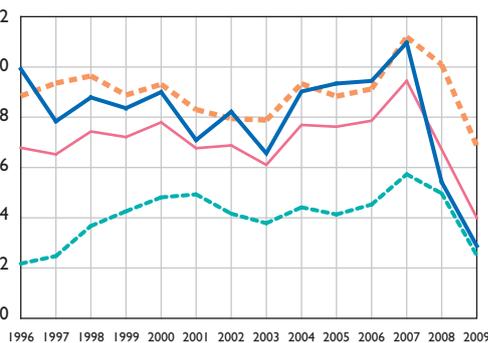
La conjugaison du recul de la valeur ajoutée et de la quasi stabilité des charges salariales² contribue dans une large mesure au repli marqué de l'excédent brut d'exploitation : -17 % (-33 % dans l'industrie manufacturière).

Comme en 2008, le taux de marge perd 2,7 points à 24 %, et se situe ainsi à son plus bas niveau depuis plus de 10 ans. Le décrochage est très prononcé dans l'industrie manufacturière. Le taux de marge des grandes entreprises devient en 2009 comparable à celui des PME, alors que l'écart en leur faveur excédait 5 points en 2007 (cf. graphiques 1).

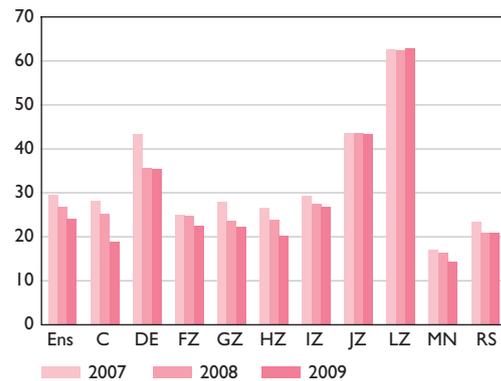
Les comptes consolidés des entreprises confirment cette baisse : le taux de marge opérationnelle se replie de 0,7 point, comme en 2008 (résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires)³.

Graphiques 1 Taux de marge : excédent brut d'exploitation sur valeur ajoutée

(en %)



— Ensemble
 - - - PME
 - - - ETI
 — Grandes entreprises



— 2007 — 2008 — 2009
 Ens Ensemble GZ Commerce et réparations auto LZ Activités immobilières
 C Industrie manufacturière HZ Transports MN Soutien aux entreprises
 DE Énergie, eau et déchets IZ Hébergement et restauration RS Services aux ménages
 FZ Construction JZ Information et communication

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

1 Pour l'ensemble des entreprises, ce taux d'exportation est de 17 % en 2009.
 2 Hors charges de personnel extérieur. Dans les précédentes études de l'Observatoire, ce poste était regroupé avec les charges de personnel. Ne disposant pas des effectifs intérimaires correspondant à ces charges de personnel extérieur, il a été jugé préférable désormais de les exclure des charges de personnel et de les laisser dans les autres charges externes.
 3 Le périmètre des comptes consolidés des entreprises est plus large que celui des comptes sociaux et comprend les filiales à l'étranger. Ainsi, pour les grandes entreprises, le périmètre couvert par les comptes consolidés est très internationalisé.

Tableau 1 L'activité des entreprises en 2009

(en %)

	Répartition de la valeur ajoutée	Variation 2009/2008				
		Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à l'exportation	Valeur ajoutée	Charges de personnel	Excédent brut d'exploitation
Par taille						
PME françaises	27,3	- 5,4	- 12,9	- 3,6	0,3	- 14,8
PME filiales de sociétés étrangères	3,0	- 11,5	- 15,4	- 7,7	- 1,4	- 25,9
ETI françaises	19,0	- 7,4	- 10,8	- 4,2	- 0,2	- 13,4
ETI filiales de sociétés étrangères	11,9	- 13,9	- 17,9	- 7,7	- 1,3	- 20,0
Grandes entreprises	38,9	- 9,6	- 19,2	- 5,5	- 0,8	- 19,0
Par secteur						
Industrie manufacturière	29,9	- 14,8	- 20,0	- 9,8	- 1,2	- 33,6
Énergie, eau, déchets	5,8	- 4,0	- 8,5	- 0,6	2,9	- 4,0
Construction	9,2	- 4,0	- 21,9	- 0,9	1,9	- 9,8
Commerce	23,3	- 7,1	- 12,6	- 3,0	1,4	- 15,7
Transports et entreposage	5,5	- 7,4	- 7,0	- 5,2	0,1	- 21,8
Hébergement et restauration	2,5	- 0,8	- 1,7	- 1,4	- 0,3	- 5,6
Information et communication	9,8	1,7	- 14,9	0,7	2,4	- 2,1
Activités immobilières	1,9	- 2,1	- 25,2	1,5	- 1,5	2,2
Soutien aux entreprises	11,2	- 7,1	- 10,1	- 8,2	- 5,8	- 20,2
Services aux ménages	1,0	- 1,0	- 9,9	0,5	1,5	- 3,5
Total	100,0	- 8,8	- 16,7	- 5,0	- 0,4	- 17,1

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

Note de lecture : les calculs de variation des tableaux sont effectués sur un échantillon d'entreprises présentes sur les deux exercices 2008 et 2009 (population cylindrée) ; ce n'est pas le cas des ratios présentés dans les graphiques, calculés chaque année avec l'ensemble des bilans disponibles.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Tableau 2 Les entreprises exportatrices en 2009

(en %)

	Répartition des exportations	Pourcentage d'entreprises exportatrices	Taux d'exportation des entreprises exportatrices (en % du CA)
Par taille			
PME françaises	10,6	28,5	20,2
PME filiales de sociétés étrangères	4,6	74,8	31,4
ETI françaises	18,4	67,9	26,1
ETI filiales de sociétés étrangères	20,0	89,2	31,7
Grandes entreprises	46,5	94,6	29,5
Par secteur			
Industrie manufacturière	59,9	58,3	37,9
Énergie, eau, déchets	4,0	30,0	19,8
Construction	1,2	6,8	14,5
Commerce	19,4	34,6	15,8
Transports et entreposage	7,8	44,1	49,8
Hébergement et restauration	0,2	4,7	19,6
Information et communication	2,5	56,8	19,7
Activités immobilières	0,0	3,7	23,6
Soutien aux entreprises	4,8	32,2	27,3
Services aux ménages	0,1	21,5	6,0
Total	100,0	31,6	27,9

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

Note de lecture : les calculs de variation des tableaux sont effectués sur un échantillon d'entreprises présentes sur les deux exercices 2008 et 2009 (population cylindrée) ; ce n'est pas le cas des ratios présentés dans les graphiques, calculés chaque année avec l'ensemble des bilans disponibles.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

ENCADRÉ I

Les défaillances d'entreprises et leur impact économique

Le pic de défaillances d'entreprises a été atteint en novembre 2009.

63 400 entreprises ont fait l'objet d'une ouverture de jugement de défaillance en 2009, soit 14 % de plus qu'en 2008. Le pic du nombre de défaillances en données cumulées sur douze mois a été atteint en novembre 2009, à 63 500, soit un niveau proche de celui de 1993 (64 000 en octobre 1993).

Les défaillances de PME constituent plus de 90 % des défaillances. Celles affectant les plus grosses d'entre elles ont beaucoup plus augmenté en 2009 que les défaillances de microentreprises ou d'entreprises de taille inconnue : + 44 % pour les premières, contre + 13 % pour les secondes, mais celles-ci représentent toujours près de 80 % du total.

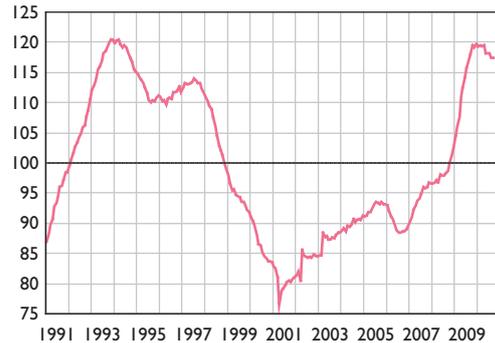
En 2010, une amélioration tend à se dessiner. Sur les huit premiers mois, la progression des défaillances diminue ; une décrue s'amorce même fin août 2010. Au sein des PME, le ralentissement concerne en tout premier lieu les plus grosses, les plus touchées en 2009.

Le poids en termes de crédits bancaires des défaillances de PME a atteint 1,4 % en 2009.

Sur l'ensemble de l'année 2009, les crédits mobilisés par des entreprises défaillantes ont représenté près de 4,3 milliards d'euros. Mesuré par la part des encours de crédit mobilisés des entreprises défaillantes au cours des douze derniers mois, le poids des défaillances a continué à augmenter en 2009 : pour les PME, il est passé de 1,0 % en 2008 à 1,4 % en 2009. La décrue amorcée en octobre 2009 pour les grosses PME et, de manière plus marginale, en décembre 2009 pour les plus petites, s'est poursuivie au premier semestre de 2010.

Indice de défaillance des entreprises

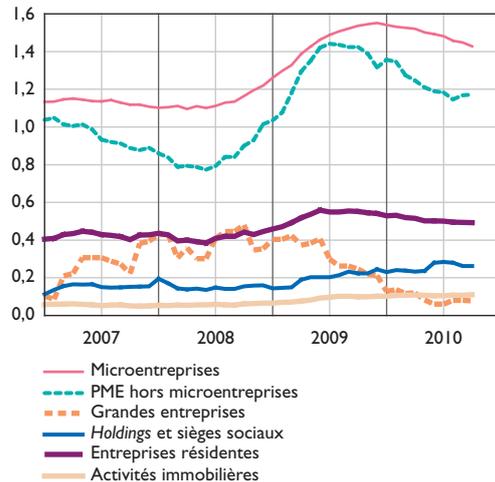
(cumul 12 derniers mois - 100 = moyenne déc. 90 - août 10)



Source : Direction des Entreprises - Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Poids des entreprises défaillantes en termes d'encours de crédits mobilisés

(taux cumulé sur les 12 derniers mois)



Source : Direction des Entreprises - Base FIBEN, Centrale des risques, données disponibles début novembre 2010

2| La rentabilité économique se dégrade alors que la rentabilité financière est moins affectée

La rentabilité économique se replie pour la deuxième année consécutive

Le nouveau repli de la rentabilité économique nette touche toutes les tailles d'entreprises et tous les secteurs. À un peu plus de 6 % pour l'ensemble des entreprises, elle perd près de 4 points depuis le pic de 2007. L'industrie, la construction, les transports et

les activités de soutien aux entreprises affichent les plus forts reculs en 2009 (cf. graphiques 2).

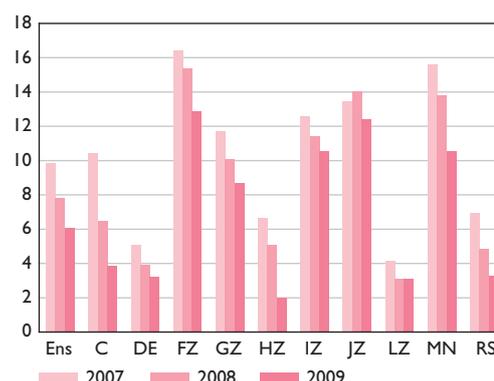
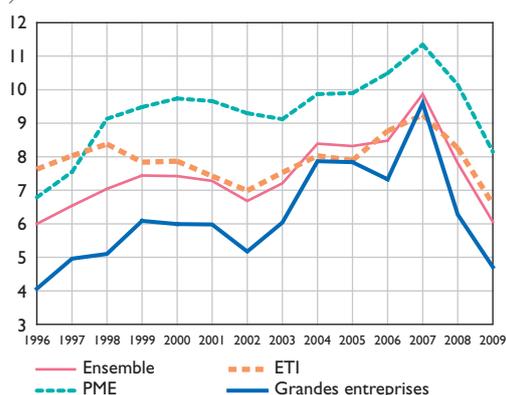
La rentabilité financière des grandes entreprises se stabilise en 2009

La rentabilité financière nette baisse à nouveau dans les PME : elle perd 2 points, à 11,7 % (cf. graphiques 3). Elle se stabilise dans les ETI à 8,3 % et augmente légèrement dans les grandes entreprises (6,7 % en 2009).

L'analyse de la distribution de ce ratio appelle à nuancer l'image plutôt positive donnée par le ratio moyen : une proportion significative d'entreprises

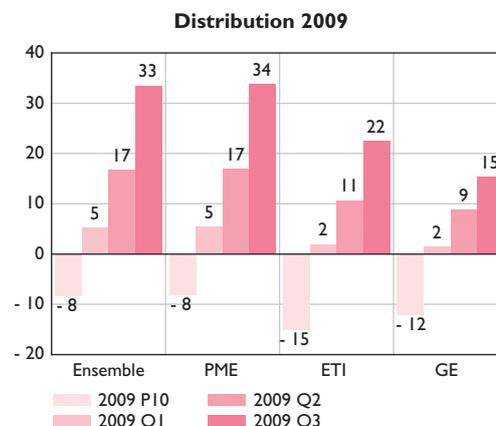
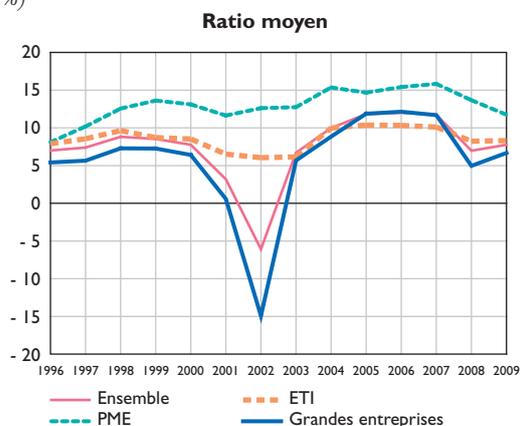
Graphiques 2 Rentabilité économique : excédent net d'exploitation sur capital d'exploitation

(en %)



Graphiques 3 Rentabilité financière : CAF nette sur capitaux propres

(en %)

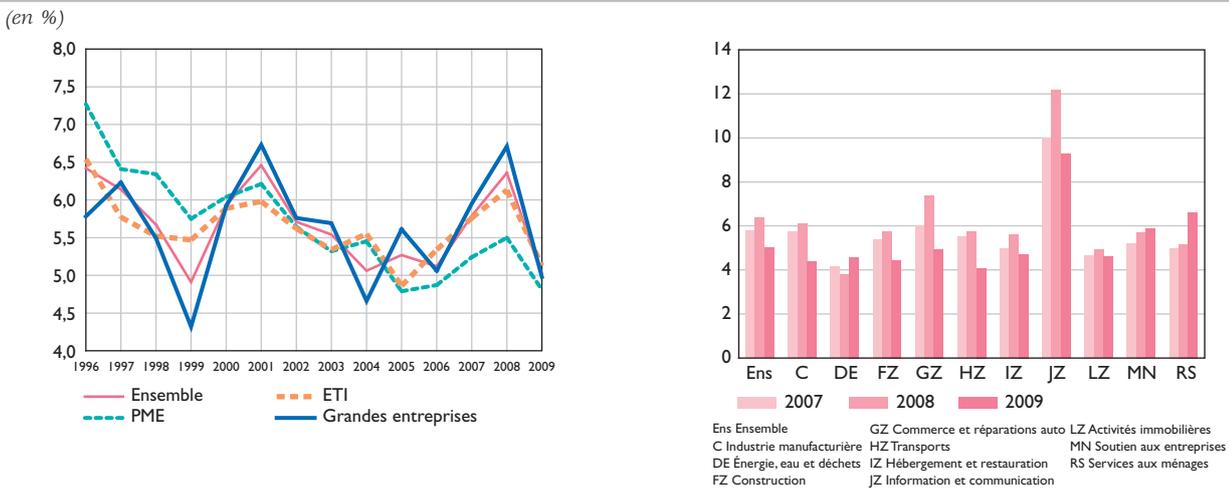


Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Note : Pour le calcul de la distribution du graphique 3, les entreprises présentant des capitaux propres nuls ou négatifs sont exclues du calcul de la distribution (10 000 entreprises en 2009). P10, Q1, Q2 et Q3 sont des indicateurs statistiques de dispersion.

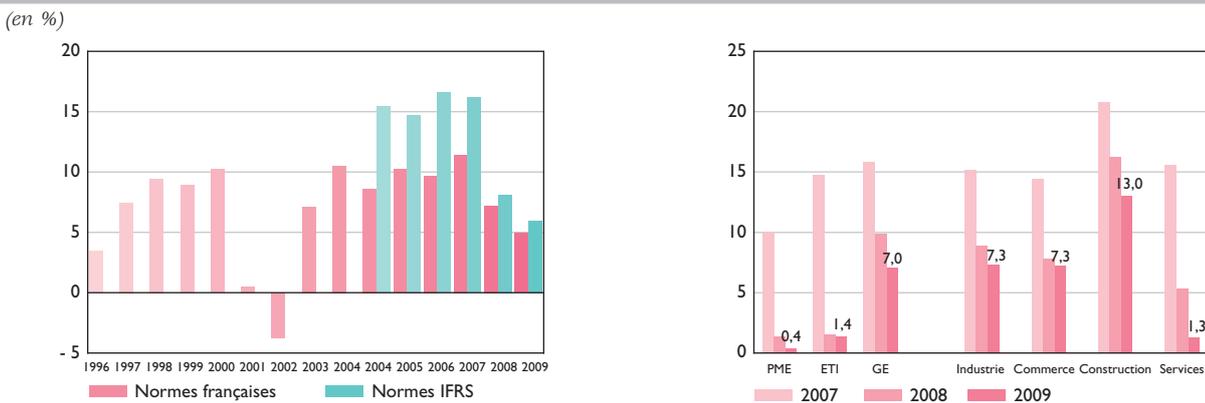
Source : Direction des Entreprises - Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Graphiques 4 Coût apparent de la dette : charges financières sur endettement financier



Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME
 Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Graphiques 5 Résultat net part du groupe sur capitaux propres part du groupe



Champ : Entreprises non financières, sur base consolidée
 Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

présente des ratios largement négatifs se traduisant par une hausse des défaillances en 2009 (cf. encadré 1). Ainsi, 10 % de l'ensemble des entreprises affichent une rentabilité financière inférieure à - 8 % en 2009 (contre - 4 % en 2008) et 10 % des ETI une valeur inférieure à - 15 %. À l'inverse, pour 10 % des PME, le taux de rentabilité financière excède 34 %.

L'évolution de la rentabilité financière en 2009 dépend de la rentabilité économique en nette baisse, mais également des opérations hors exploitation, notamment financières :

- Les revenus hors exploitation se contractent, en particulier sous l'effet d'une baisse des produits financiers provenant des participations.

• Parallèlement, les charges financières diminuent. La baisse de 1,4 point du coût apparent de la dette compense la hausse des deux années antérieures (cf. graphiques 4).

• Par ailleurs, les comptes de 2008 comportaient d'importantes dotations aux provisions financières. Sous l'effet de la progressive accalmie des marchés financiers, elles reculent fortement pour les grandes entreprises en 2009 ; il apparaît même des reprises. Dans ces conditions, la capacité nette d'autofinancement augmente.

Sur base consolidée, la rentabilité financière nette des entreprises recule plus faiblement qu'en 2008, à un peu moins de 6 % des capitaux propres (8 % en 2008 et 15 % deux ans auparavant). Depuis deux ans, la chute est

Tableau 3 L'investissement d'exploitation en 2009

(en %)

	Répartition de l'investissement	Part des acquisitions par crédit-bail	Variation de l'investissement
Par taille			
PME françaises	22,6	15,9	- 20,7
PME filiales de sociétés étrangères	3,0	5,1	- 34,5
ETI françaises	22,7	7,1	- 12,8
ETI filiales de sociétés étrangères	12,8	4,9	- 33,1
Grandes entreprises	38,8	0,3	- 16,1
Par secteur			
Industrie manufacturière	27,6	6,6	- 19,4
Énergie, eau, déchets	16,3	1,3	- 14,7
Construction	5,6	14,1	- 14,8
Commerce	17,3	6,8	- 20,1
Transports et entreposage	7,9	15,8	- 19,8
Hébergement et restauration	2,5	3,7	- 24,6
Information et communication	6,0	-0,5	- 24,3
Activités immobilières	8,5	2,1	- 20,0
Soutien aux entreprises	7,2	8,2	- 27,5
Services aux ménages	1,0	1,4	- 21,7
Total	100,0	6,1	- 19,8

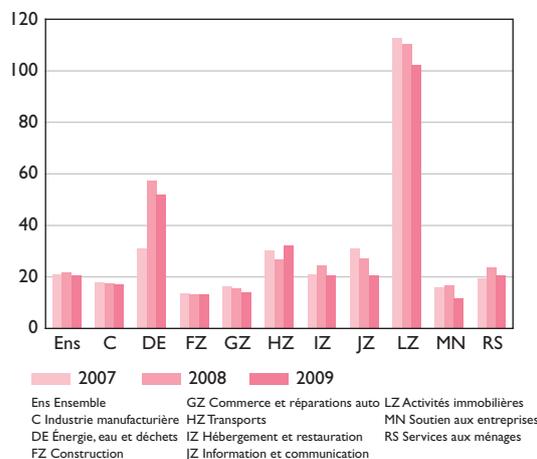
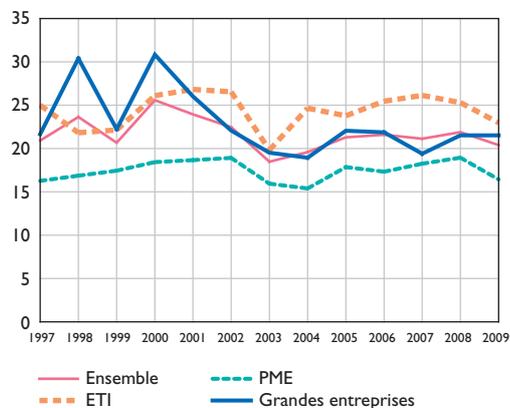
Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

Note de lecture : voir tableaux 1 et 2

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Graphiques 7 Investissement d'exploitation (y compris les acquisitions par crédit-bail) sur valeur ajoutée

(en %)



Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

sensiblement plus faible dans les PME (16 % de la valeur ajoutée)⁵. Dans les grandes entreprises et les ETI, ce taux est plus volatil : le faible nombre d'entreprises et les conséquences de certaines opérations de restructuration peuvent influencer le ratio. Les ETI se distinguaient depuis 2004 par un taux d'investissement supérieur aux autres catégories d'entreprises. Elles l'ont fortement réduit en 2009, si bien qu'il se rapproche de celui des grandes entreprises (cf. graphiques 7).

4 | La trésorerie augmente et les capitaux propres se stabilisent

Les besoins en fonds de roulement se réduisent

Les besoins en fonds de roulement d'exploitation diminuent de 9,8 %. La baisse est significative

⁵ Par rapport à l'étude publiée en septembre, le taux d'investissement est plus élevé, d'un part parce qu'il intègre les acquisitions par crédit-bail, d'autre part en raison d'un changement méthodologique dans le calcul de la valeur ajoutée ; celle-ci tient compte des charges de personnel extérieur et se trouve par conséquent minorée alors qu'auparavant ces charges étaient intégrées aux charges de personnel.

Tableau 4 Le besoin en fonds de roulement d'exploitation et ses composantes

(en %)

	Répartition des BFRE	Variation 2009/2008		
		Besoins en fonds de roulement d'exploitation	dont crédit interentreprises	dont stocks
Par taille				
PME françaises	38,8	- 5,3	0,3	- 4,1
PME filiales de sociétés étrangères	5,9	- 18,6	- 19,6	- 10,4
ETI françaises	29,2	- 7,2	4,3	- 4,9
ETI filiales de sociétés étrangères	16,8	- 19,2	- 16,1	- 10,8
Grandes entreprises	9,2	- 10,3	- 28,6**	- 6,2
Par secteur				
Industrie manufacturière	57,8	- 9,4	- 12,4	- 7,3
Énergie, eau, déchets	3,1	- 15,4	0,4	0,8
Construction	2,8	25,8	15,0	- 5,5
Commerce	33,1	- 9,4	- 11,3**	- 6,2
Transports et entreposage	1,0	- 1,5	- 5,3	5,3
Hébergement et restauration	- 1,5	2,8*	9,6**	- 11,4
Information et communication	- 1,9	67,9*	13,8	- 0,5
Activités immobilières	3,4	- 7,8	19,3	- 9,8
Soutien aux entreprises	2,8	- 9,9	- 2,2	- 3,0
Services aux ménages	- 0,5	- 4,2*	- 0,3	0,2
Total	100,0	- 9,8	7,8	- 6,1

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

Note de lecture : voir tableaux 1 et 2

*Dans l'hébergement-restauration, l'information-communication et les « autres services », le « besoin en fonds de roulement » est négatif : il s'agit d'une ressource pour l'entreprise. Dans ce cas, une variation positive (resp. négative) s'interprète comme une augmentation (resp. diminution) de ressource.

**Dans les grandes entreprises, le commerce et l'hébergement-restauration, le crédit interentreprises est négatif : il s'agit d'une ressource pour l'entreprise, qui bénéficie de davantage de financement par ses fournisseurs qu'elle ne détient de créances sur ses clients. Dans ce cas, une variation positive s'interprète comme une augmentation du financement net par les fournisseurs (augmentation des dettes fournisseurs et / ou réduction des créances clients), une variation négative correspond à sa diminution.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

dans le commerce et l'industrie manufacturière. Suite à la mise en place de la LME en 2009, l'industrie manufacturière bénéficie d'une nette réduction du crédit interentreprises ⁶ (- 12,4 %). Les délais de règlement clients et fournisseurs diminuent plus fortement dans les PME et les ETI. La baisse de l'activité économique s'accompagne d'une contraction des stocks, principalement dans l'industrie manufacturière et le commerce (cf. tableau 4).

Rapporté au chiffre d'affaires (CA) et exprimé en nombre de jours, le besoin en fonds de roulement d'exploitation s'accroît néanmoins d'un jour, essentiellement dans les grandes entreprises.

Il diminue en revanche dans les PME et les ETI, respectivement d'un et deux jours.

La trésorerie augmente

La trésorerie à l'actif progresse de près de 5 % en 2009 ⁷. Sa part représente en moyenne 13 % de l'actif en 2009. Elle est nettement plus élevée pour les petites entreprises que pour les grandes : près de 20 % dans les PME, 14 % dans les ETI et 11 % dans les grandes entreprises. Les PME se distinguent en outre des autres catégories par une forte dispersion : pour 10 % d'entre elles, cette part est inférieure à 1 %, tandis que pour 25 %, elle est supérieure à 38 % (cf. graphiques 8).

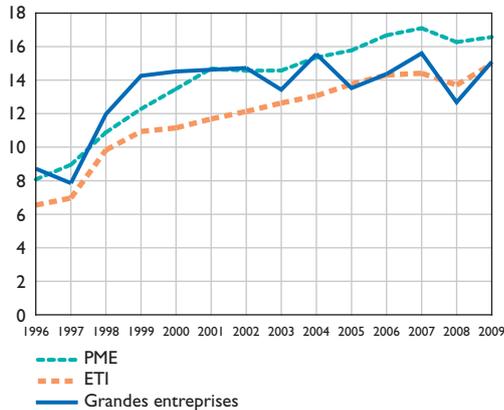
6 Le crédit interentreprises est la différence entre les créances clients et les dettes fournisseurs.

7 Disponibilités et valeurs mobilières de placement

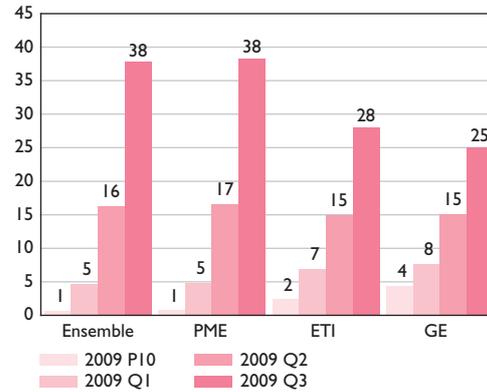
Graphiques 8 Distribution du ratio trésorerie sur éléments de l'actif au bilan

(en %)

Médiane sur longue période



Distribution 2009

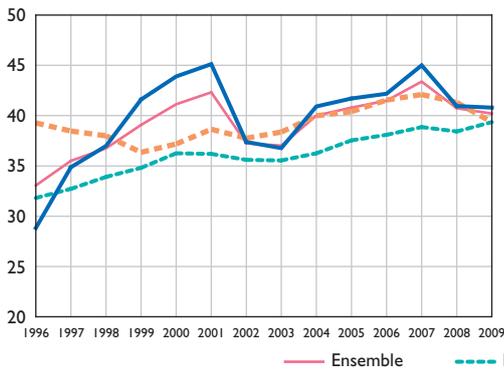


Graphiques 9 Capitaux propres sur total de bilan

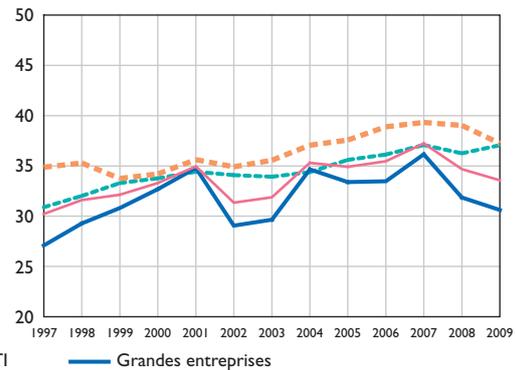
(en %)

Ratio moyen

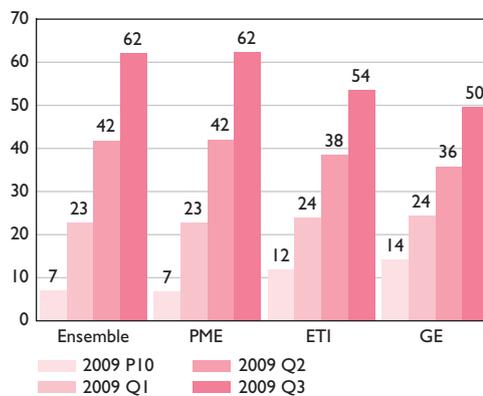
Avant retraitement



Après retraitement des doubles comptes



Distribution 2009



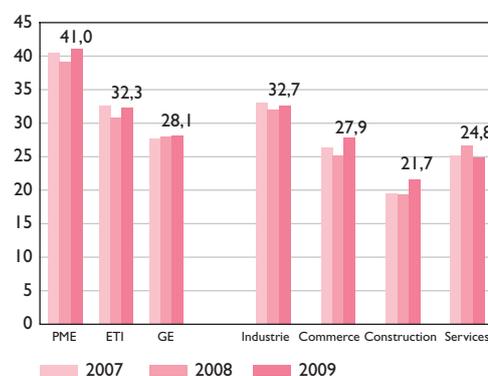
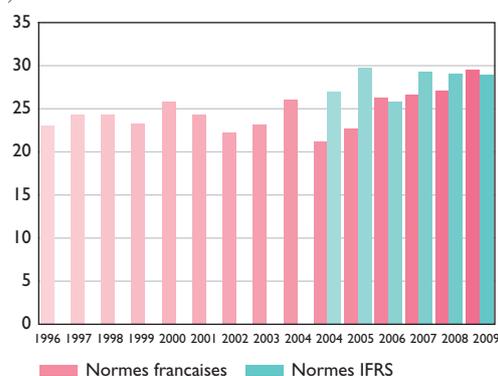
Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Note : P10, Q1, Q2 et Q3 sont des indicateurs statistiques de dispersion. En 2009, 10 % de la population des PME a un ratio de capitaux propres sur total de bilan inférieur à 7 %, un quart inférieur à 23 %, la moitié un ratio inférieur à 42 % et un quart un ratio supérieur à 62 %.

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Graphiques 10 Capitaux propres sur total de bilan sur base consolidée

(en %)



Champ : Entreprises non financières sur base consolidée

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Le renforcement de la part de la trésorerie se vérifie également dans les comptes consolidés des entreprises, quelle que soit leur taille. Elle est presque deux fois plus importante dans celles de taille moyenne (plus de 13 %) que dans les grandes. Plusieurs éléments sont à l'origine de ces évolutions :

- le ralentissement de l'activité, qui entraîne mécaniquement une réduction du crédit interentreprises et a incité les entreprises à réduire leurs stocks ;
- l'attentisme en matière d'investissement ;
- la réduction des délais de paiement en application de la LME ;

Cette situation traduit la grande réactivité des entreprises face à la crise, mais aussi la prudence de leur comportement. Mais une fois épuisées les possibilités d'ajustement en matière de gestion du BFR pour résister à la crise, les entreprises ne disposeront plus des mêmes marges de manœuvre et devront pouvoir s'appuyer sur la reprise de l'activité.

PME et ETI/GE : un poids plus comparable des capitaux propres dans le total du bilan

En dépit d'une baisse marquée des résultats et de l'autofinancement, ceux-ci restent globalement positifs. Dans un contexte de faible investissement, ces ressources sont venues conforter les capitaux propres en 2009. Le poids de ces derniers dans le total des ressources progresse dans les PME (cf. graphiques 9 et tableau 5). Il diminue en revanche dans les ETI

et les grandes entreprises. La neutralisation des doubles comptes, présents surtout dans les plus grandes entreprises, abaisse le ratio de l'ensemble des entreprises à 33,5 %, proche de la valeur calculée à partir des comptes consolidés (cf. encadré 2 et graphiques 9). Ce ratio est par ailleurs fortement dispersé, notamment dans les PME. En 2009, après retraitement des doubles comptes, pour 10 % des PME, le ratio de capitaux propres est inférieur à 7 %, tandis que pour un quart d'entre elles, il est supérieur à 62 %.

Sur base consolidée, le poids des capitaux propres atteint 29 % du total de bilan en 2009. Le ratio est plus élevé dans les entreprises moyennes (41 %) que dans celles de taille intermédiaire (32 %) ou dans les grandes (28 %) (cf. graphiques 10 et définition des tailles d'entreprises dans les comptes consolidés dans l'annexe 2).

5| L'endettement financier évolue différemment selon les catégories d'entreprises

Les grandes entreprises émettent de la dette obligataire en 2009

Globalement, l'endettement financier, y compris les financements de marché et les dettes intragroupes, augmente de plus de 3 %, du fait notamment de la forte croissance des dettes obligataires dans plusieurs très grandes entreprises (financement de certaines opérations de croissance externe, refinancement

de la dette...), mais aussi de mesures spécifiques de soutien dans certains secteurs (prêts de l'État à l'automobile). Les PME sont pour leur part largement dépendantes des financements bancaires (65 % de

leur endettement). Leur endettement total est en léger repli : - 1,2 %, dont - 3,4 % pour le seul endettement bancaire (cf. tableau 6). Enfin, l'endettement bancaire recule principalement dans sa composante de court

Tableau 5 La trésorerie et les fonds propres en 2009

(en %)

	Répartition des capitaux propres	Variation 2009/2008			
		Capitaux propres	Trésorerie à l'actif	Concours bancaires courants	Trésorerie nette
Par taille					
PME françaises	11,0	4,5	7,1	- 12,9	11,4
PME filiales de sociétés étrangères	1,3	3,3	5,9	- 25,1	12,8
ETI françaises	17,9	6,1	10,3	- 18,5	16,6
ETI filiales de sociétés étrangères	9,4	0,7	9,7	- 18,5	14,4
Grandes entreprises	60,4	3,0	1,2	- 7,6	1,9
Par secteur					
Industrie manufacturière	42,8	1,9	3,9	- 13,5	6,3
Énergie, eau, déchets	8,5	2,7	3,1	18,7	2,7
Construction	5,4	16,7	0,5	- 30,7	6,0
Commerce	19,4	7,4	9,5	- 5,5	12,6
Transports et entreposage	2,9	2,2	1,1	- 1,9	1,4
Hébergement et restauration	1,7	2,1	39,0	4,7	42,0
Information et communication	8,8	- 2,6	- 11,9	12,7	- 14,0
Activités immobilières	4,8	7,5	15,7	- 53,8	30,6
Soutien aux entreprises	5,0	0,4	6,6	- 23,1	9,0
Services aux ménages	0,8	0,2	4,7	29,8	3,8
Total	100,0	3,5	4,8	- 13,8	7,3

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

Note de lecture : voir tableaux 1 et 2

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

Tableau 6 L'endettement en 2009

(en %)

	Répartition de l'endettement financier	Variation 2009/2008				
		Endettement financier	1 – dont obligations	2 – dont endettement bancaire	2.1. – dont Concours bancaires courants	3 – dont autres
Par taille						
PME françaises	10,7	- 0,3	13,7	- 2,7	- 12,9	4,4
PME filiales de sociétés étrangères	2,0	- 5,7	2,8	- 9,0	- 25,1	- 2,9
ETI françaises	19,5	2,8	3,6	- 4,7	- 18,5	13,7
ETI filiales de sociétés étrangères	9,1	- 2,4	- 2,1	- 7,1	- 18,5	- 0,5
Grandes entreprises	58,8	5,2	17,8	3,8	- 7,6	0,2
Par secteur						
Industrie manufacturière	34,5	1,4	30,3	- 4,3	- 13,5	- 1,3
Énergie, eau, déchets	13,6	13,4	25,3	- 12,1	18,7	11,4
Construction	5,5	- 2,6	- 42,7	12,9	- 30,7	- 2,3
Commerce	17,4	4,0	15,5	0,7	- 5,5	3,0
Transports et entreposage	4,7	9,9	- 10,7	7,5	- 1,9	22,5
Hébergement et restauration	2,4	1,3	319,5	- 2,7	4,7	- 4,5
Information et communication	7,9	- 2,6	9,6	- 7,6	12,7	- 12,3
Activités immobilières	7,8	0,0	- 10,7	- 2,4	- 53,8	8,6
Soutien aux entreprises	5,4	3,1	14,0	- 9,4	- 23,1	11,7
Services aux ménages	0,8	7,1	45,6	- 5,2	29,8	7,4
Total	100,0	3,2	15,7	- 1,6	- 13,8	2,2

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME, ayant remis leur bilan en 2008 et en 2009

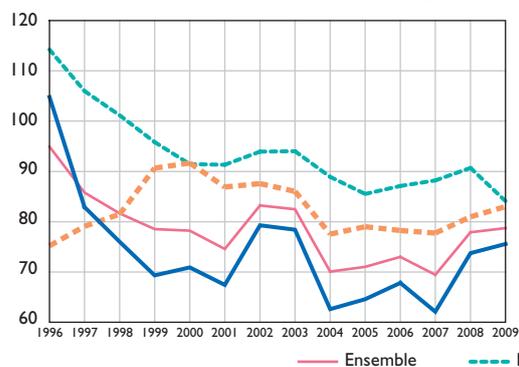
Note de lecture : voir tableaux 1 et 2

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

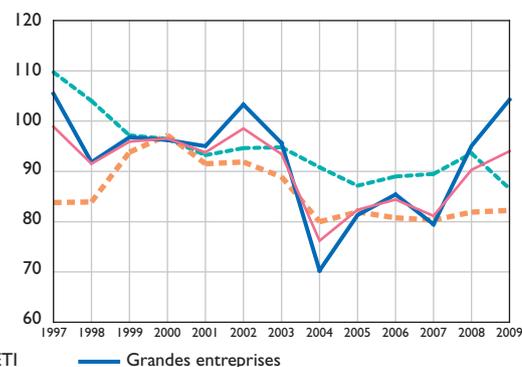
Graphiques 11 Endettement financier sur capitaux propres

(en %)

Avant retraitement des doubles comptes



Après retraitement des doubles comptes

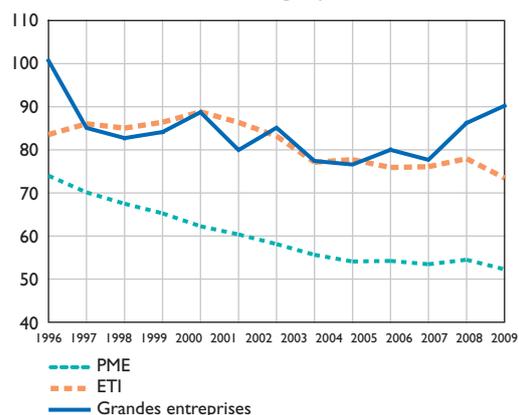


Graphiques 12 Endettement financier sur capitaux propres

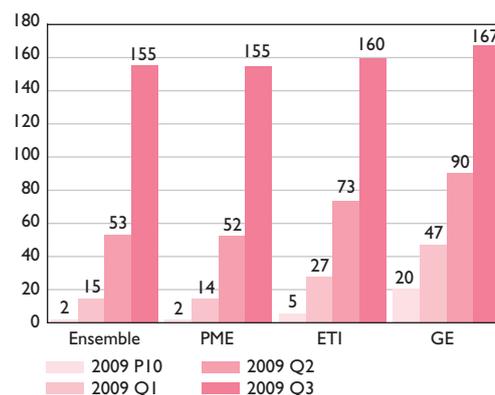
(en %)

Après retraitement des doubles comptes

Médiane sur longue période



Distribution 2009



Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Note : cf. graphique 3

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

terme, qui ne pèse plus que 12,3 % de l'endettement bancaire en 2009, contre 29 % il y a dix ans.

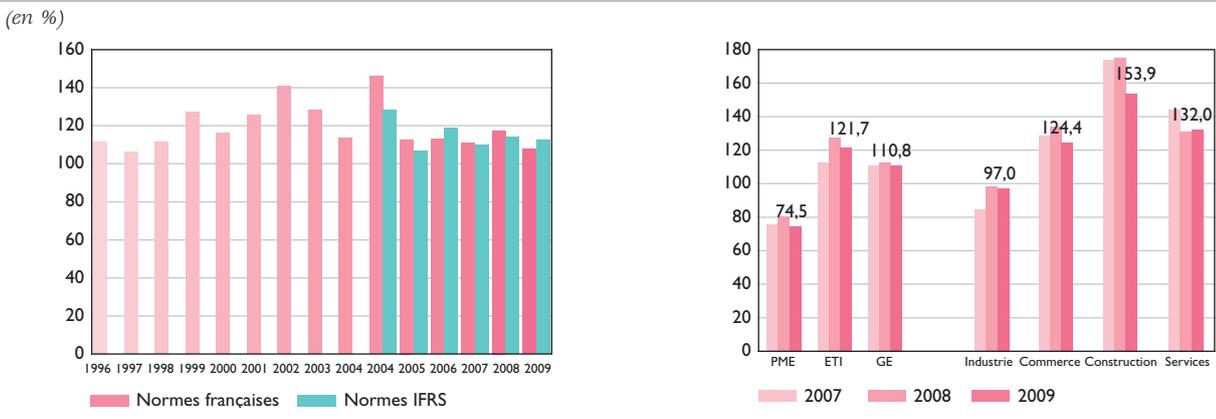
Les déclarations mensuelles des établissements de crédit à la Centrale des risques appellent à nuancer ce constat de baisse de l'endettement bancaire des PME. Cette source d'information contient davantage d'entreprises que la base des bilans comptables, en incluant notamment les PME trop petites pour que leur bilan soit collecté par la Banque de France. Sur cette base nettement plus large, les encours de crédit mobilisés par les PME continuent de croître mais à un rythme beaucoup plus faible, et seul l'endettement bancaire des grosses PME se contracte au cours de l'été 2009 (cf. encadré 3).

Le taux d'endettement varie beaucoup au sein d'une même catégorie d'entreprises

Les impacts sur le taux d'endettement de la progression de l'endettement et du renforcement des fonds propres se compensent approximativement : pour l'ensemble des entreprises, le taux d'endettement mesuré par rapport aux capitaux propres augmente légèrement en 2009 (+ 0,8 point, à 78,7 %) (cf. graphiques 11).

Mais cette évolution globale recouvre des situations bien différentes selon la taille des entreprises, liées aux modes de financement. Dans les PME, le taux d'endettement atteint son plus bas niveau historique

Graphiques 13 Endettement financier sur capitaux propres sur base consolidée



Champ : Entreprises non financières sur base consolidée
 Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

(84,1 %) ; net de la trésorerie, il diminue aussi à 33,9 %. Le taux d'endettement médian recule aussi en 2009 (cf. graphiques 12).

L'évolution est plus difficile à interpréter pour les plus grandes entreprises, du fait de l'existence et de l'importance des doubles comptes entre les différentes filiales, dont certaines peuvent être situées à l'étranger. Ainsi, la neutralisation de ces doubles comptes modifie le premier diagnostic que l'on peut donner sur base sociale non retraitée :

- pour les ETI, leur taux d'endettement se stabilise si l'on neutralise les financements intragroupes alors qu'il augmente sans retraitement, principalement sous l'effet des « autres dettes » – qui incluent le financement intragroupe – ;
- pour les grandes entreprises, le taux d'endettement augmente, surtout après retraitement, sous l'effet essentiellement d'un accroissement des emprunts obligataires, mais aussi des « autres dettes » ; après retraitement, il est plus volatil ; il atteint en 2009 un niveau proche de celui obtenu sur base consolidée ⁸ (cf. encadré 3).

Les taux d'endettement varient aussi fortement au sein de chaque catégorie d'entreprises, en particulier les

PME. Un quart de celles-ci ont un taux d'endettement inférieur à 14 %, ce qui confirme le constat de travaux antérieurs d'un faible endettement bancaire pour beaucoup de PME. En revanche, un autre quart a des taux d'endettement supérieurs à 155 % (cf. graphiques 12).

Sur base consolidée, le taux d'endettement des entreprises varie peu depuis 2005

Les comptes consolidés font apparaître un léger repli du taux d'endettement (à 111,9 % des capitaux propres), quel que soit le secteur ou la taille. Les entreprises de taille moyenne, qui sont, on l'a vu, celles qui disposent proportionnellement de plus de fonds propres, ont un taux d'endettement nettement plus faible que les grandes. Globalement, depuis 2005, leur taux d'endettement varie peu (cf. graphiques 13).

D'après les comptes semestriels des principales sociétés cotées arrêtés au 30 juin 2010, le recul de 2009 se poursuit : le taux d'endettement financier passe de 94 % le 30 juin 2009 à 85 % le 30 juin 2010. Ce repli est favorisé par un renforcement des capitaux propres, qui traduit en grande partie des effets de change (dépréciation de l'euro au premier semestre 2010), enregistrés directement en capitaux propres en application des normes IFRS (écarts de conversion sur les filiales étrangères).

⁸ Dans les grandes entreprises, un grand nombre de participations portent sur des sociétés étrangères ; le retraitement risque donc de neutraliser un montant trop élevé de capitaux propres et de sous-estimer les capitaux propres après retraitement. En outre, s'agissant de l'endettement financier, la part de l'intragroupe est sous estimée, d'une part parce qu'elle n'est pas prise en compte pour les filiales de groupes étrangers, d'autre part en raison d'une information comptable dont le niveau de détail n'est pas toujours suffisant.

ENCADRÉ 2

Proposition de retraitement des doubles comptes

Le retraitement des doubles comptes vise à supprimer, dans les comptes sociaux, les effets des relations intragroupes : celles-ci conduisent en effet à comptabiliser une même grandeur dans les comptes de différentes unités légales d'une même entreprise. Ce retraitement porte ici sur l'endettement financier, les capitaux propres, les revenus financiers. Il impacte plusieurs ratios d'analyse financière, tels que le taux d'endettement financier, le poids des capitaux propres, le taux d'épargne, la rentabilité financière ou encore la part des dividendes versés dans le revenu global.

Retraitement proposé

- **Endettement financier** : l'information comptable permet d'approcher les financements intragroupes ; ceux-ci sont neutralisés pour les entreprises multi-unités légales dont la société mère est résidente (aucun retraitement n'est effectué lorsque la société mère est étrangère) ¹ ;
- **Capitaux propres** : ceux de la société mère sont amputés des participations comptabilisées à l'actif, nettes des provisions ² ;
- **Revenus financiers** : les dividendes et intérêts versés par les filiales à leur maison mère sont neutralisés ; faute de données suffisamment détaillées, l'information est approchée en déduisant de l'ensemble des revenus financiers de chaque entreprise multi-unités légales les produits financiers de participations (poste GJ de la liasse fiscale) et les autres intérêts et produits assimilés (poste GL) perçus par la société mère.

Importance de ce retraitement

L'importance de ce retraitement varie selon les agrégats : le poids le plus important concerne les capitaux propres et les dividendes perçus (plus de 30 % du montant initial cumulé pour l'ensemble des entreprises). L'endettement intragroupe faisant l'objet de retraitement représente quant à lui 20 % environ de l'endettement financier total. Enfin, les charges d'intérêt neutralisées couvrent un peu plus de 10 % du montant total. Les retraitements se concentrent logiquement sur les grandes entreprises (plus de 40 % de leurs capitaux propres peuvent être retraités).

Les conséquences sur six ratios d'analyse financière

Par rapport aux indicateurs avant retraitement, les évolutions dans le temps ne sont pas perturbées. Seul le niveau du ratio change.

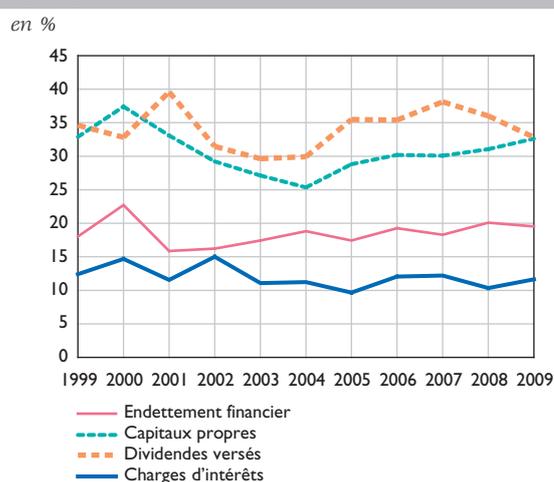
Le taux d'endettement mesuré en termes de valeur ajoutée est moins élevé et se rapproche de l'indicateur de comptabilité nationale, même si un écart subsiste.

Le poids de l'endettement par rapport aux capitaux propres augmente en revanche par rapport à la situation initiale, car le retraitement des capitaux propres est plus massif que celui de l'endettement financier. Il atteint 94 % en 2009

¹ Poste VI et extrait du poste DV de la liasse fiscale

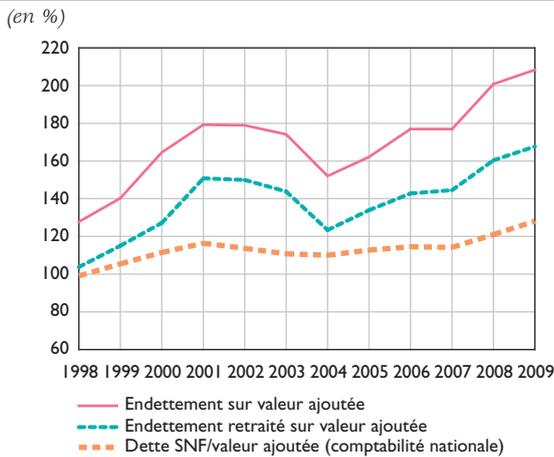
² Ce retraitement ne peut excéder le montant des capitaux propres de la société mère

Poids du retraitement proposé dans chaque agrégat

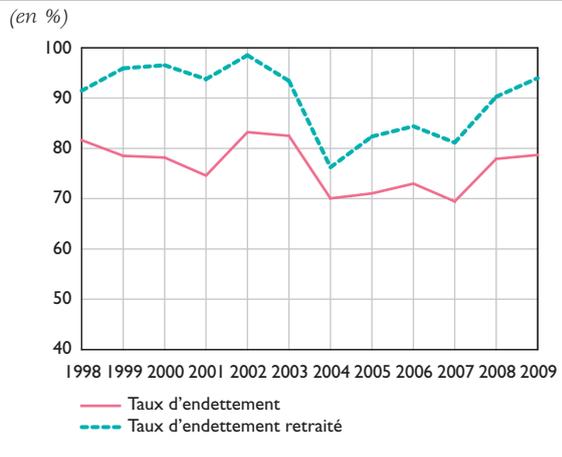


Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME
Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

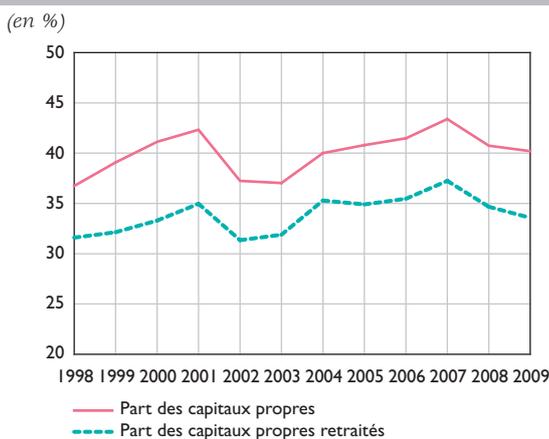
Endettement financier sur valeur ajoutée



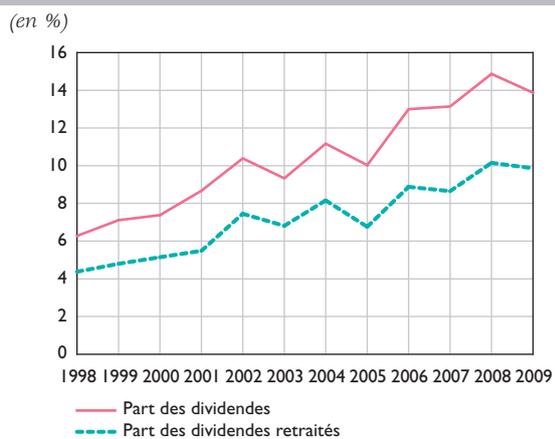
Endettement financier sur capitaux propres



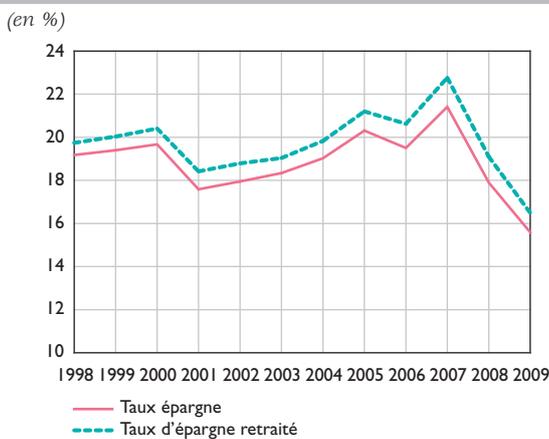
Part des capitaux propres dans le total des ressources



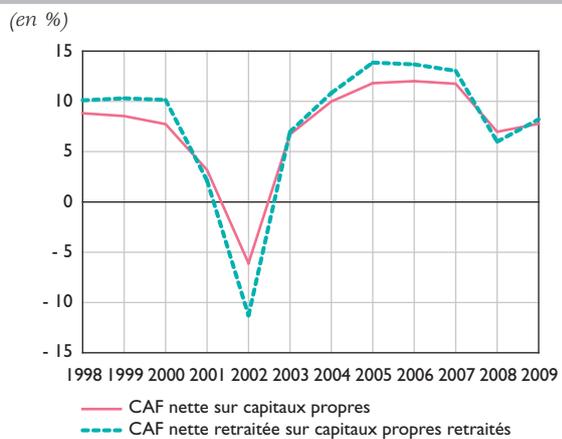
Poids des dividendes versés dans les revenus répartis



Taux d'épargne : autofinancement dans les revenus répartis



CAF nette sur capitaux propres



Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

(contre 79 % avant retraitement). Il est plus proche par ailleurs du taux d'endettement établi à partir des comptes consolidés, en particulier dans les grandes entreprises.

Le poids des capitaux propres dans le total des ressources est sensiblement réduit. Peu supérieur à 30 %, il devient comparable à celui calculé sur base consolidée.

La part des dividendes versés dans le revenu global est quant à elle moins importante, ce qui est normal puisqu'une part importante des dividendes distribués par les filiales est versée à leur société mère. Le poids des dividendes se stabilise en 2009 à 10 % environ (14 % avant retraitement).

La rentabilité financière nette est peu affectée. Les variations d'un exercice à l'autre sont tout de même plus prononcées. En 2009, cette rentabilité est dans les deux cas de l'ordre de 8 %.

Enfin, le taux d'épargne est peu modifié et atteint 16 % en 2009.

Les limites du retraitement

Ce retraitement comporte des limites liées au périmètre non exhaustif de la base FIBEN. Par conséquent, il doit encore faire l'objet d'approfondissement :

- filiales absentes de FIBEN (non résidentes ou en deçà du seuil de collecte) ;
- filiales de sociétés étrangères (le bilan de la société mère n'est pas disponible) ;
- les retraitements devraient être affinés et différenciés selon le rang de chacune des filiales ;
- les liens en capital inférieurs à 50 % ne sont pas appréhendés.

ENCADRÉ 3

Le financement bancaire des entreprises – les données de la Centrale des risques

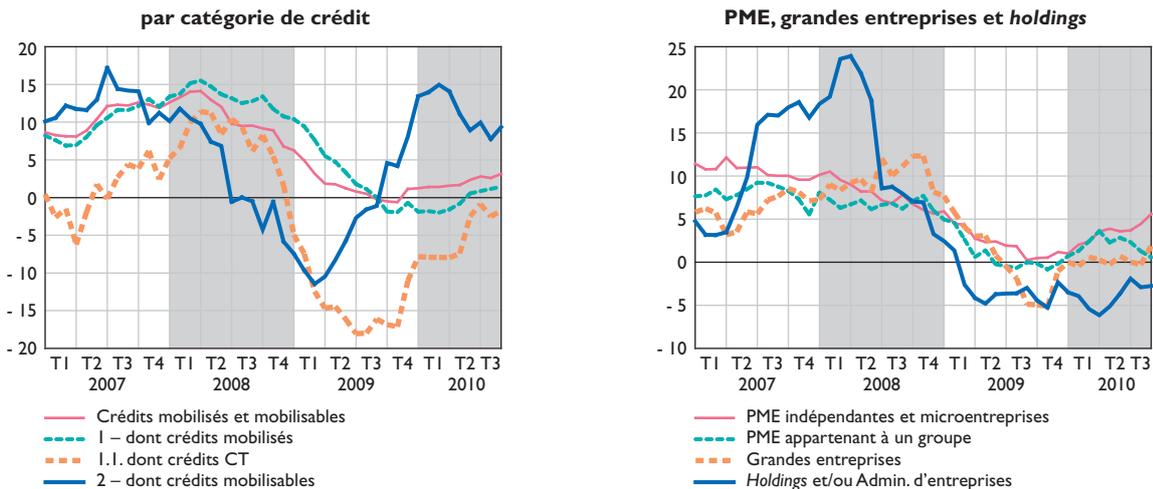
Ensemble des entreprises résidentes

Le suivi mensuel du financement bancaire sur une base très large de plus de deux millions d'unités légales montre une croissance des encours de crédit mobilisés moins forte en 2009 qu'en 2008. Les crédits à court terme diminuent de 18 % en glissement annuel au cours de l'été 2009. Parmi ceux-ci, l'affacturage et les créances commerciales baissent fortement, en liaison avec le recul de l'activité des entreprises en 2009.

Les crédits octroyés aux grandes entreprises et aux holdings et sièges sociaux reculent. Ceux des PME ralentissent, mais leur variation annuelle reste positive. Une reprise s'amorce depuis le début de 2010. Celle-ci porte néanmoins davantage sur les plus petites entreprises que sur les PME les plus grandes, celles de notre échantillon d'étude.

Crédits mobilisés et mobilisables : situation à fin septembre 2010

(taux de croissance en glissement annuel en %)



Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Centrale des risques, données disponibles début novembre 2010

Entreprises résidentes avec bilan comptable dans FIBEN

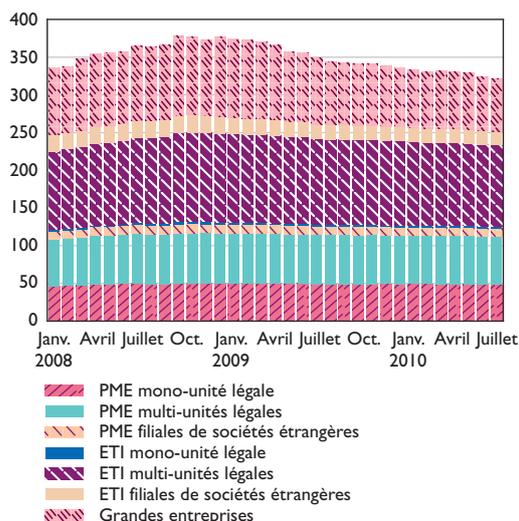
De fait, la restriction du champ à la population des unités légales pour lesquelles un bilan comptable est disponible, c'est-à-dire celles dont le niveau d'activité est le plus important, donne des résultats plus nuancés. Ces PME voient en effet leurs encours de crédit mobilisés diminuer en 2009 (jusqu'à près de - 3 %), et si une inflexion se dessine en 2010, l'évolution est encore négative en septembre 2010 (- 2 % en glissement annuel).

Le crédit bancaire est plus dynamique pour les petites PME que pour les grosses : ceci est cohérent avec le fait que quatre entreprises sur cinq bénéficiant d'une médiation réussie – c'est-à-dire débouchant sur l'obtention d'un crédit – comptent au plus dix salariés. Pour ces entreprises les plus petites, le taux de succès de la médiation était de 60 % au premier trimestre de 2010 (Médiation du Crédit aux entreprises [2010]). Au 31 août 2010, plus de la moitié des crédits en médiation sont d'un montant inférieur à 40 000 euros.

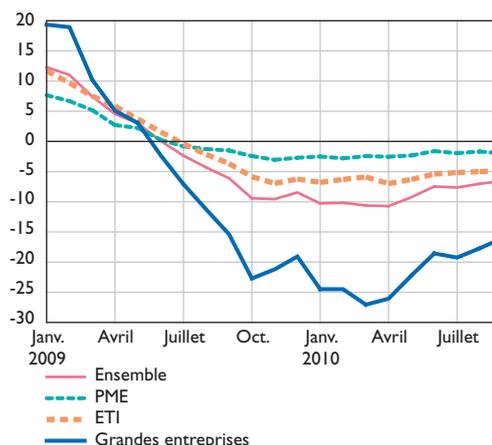
À cet effet de taille, il faut ajouter l'impact du champ sectoriel. L'agriculture, la santé et l'action sociale sont fortement représentés dans la Centrale des risques, mais exclus de l'étude menée à partir des bilans.

Les encours de crédits mobilisés déclarés à la Centrale des risques
 Entreprises non financières résidentes avec bilans dans FIBEN en 2008 ou 2009

(en %)



Évolution en glissement annuel des encours de crédit mobilisés



Note de lecture : le champ est ici le même que pour l'analyse des bilans comptables : il exclut les secteurs AZ (Agriculture) et OQ (Administration, santé et action sociale), les établissements publics et sociétés d'économie mixte

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Centrale des risques, données disponibles début novembre 2010

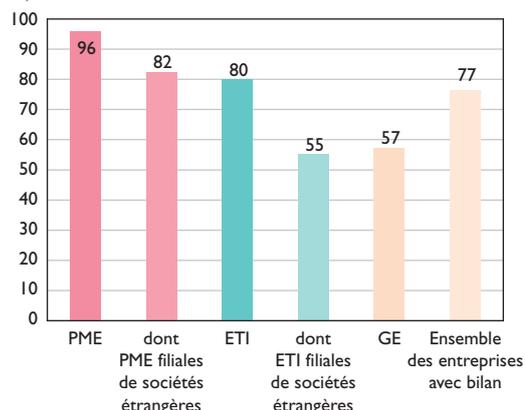
Entreprises s'endettant à l'étranger

Enfin, les encours de la Centrale des risques ne couvrent pas l'ensemble des financements bancaires obtenus par les entreprises résidentes. Pour les grandes entreprises, mais également pour les ETI et dans une moindre mesure les PME filiales de sociétés étrangères, une part significative de l'endettement bancaire provient d'établissements de crédit non résidents (jusqu'à 43 % pour les grandes entreprises, 20 % pour les ETI et 18 % pour les PME filiales de sociétés étrangères).

Entreprises avec bilan comptable dans FIBEN en 2008 ou 2009

Parts des encours de crédit mobilisés déclarés à la Centrale des risques dans le total des dettes bancaires enregistrées au bilan

(en %)



Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, Centrale des risques, données disponibles début novembre 2010

Annexe I

Les données FIBEN

La base des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont collectés *via* les succursales de la Banque de France. Ces firmes représentent un tiers des sociétés imposées au bénéfice industriel et commercial ou au bénéfice réel normal (BIC-BRN). La collecte concerne toutes les entreprises exerçant leur activité sur le territoire français dont le chiffre d'affaires excède 0,75 million d'euros ou dont l'endettement bancaire dépasse 0,38 million d'euros. Le taux de couverture en termes d'effectifs est de plus de 75 % dans la plupart des secteurs et atteint ou dépasse 80 % dans le commerce et l'industrie.

Champ retenu pour l'analyse des comptes sociaux

Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs AZ (Agriculture), KZ (Activités financières, hors *holdings*) et OQ (Administration). Sont par ailleurs exclus les établissements publics ou sociétés d'économie mixte.

Les principaux ratios utilisés

La méthodologie d'analyse financière et la définition des ratios utilisés est disponible sous le lien suivant : <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/structures-performances-entreprises.htm>

Les liens financiers

La Banque de France recense les liens financiers et suit le pourcentage de détention du capital par d'autres entreprises, selon que le détenteur est lui-même une société non financière (y compris *holdings*), une institution financière (banques, OPCVM, sociétés d'assurance), une personne physique (particuliers ou salariés), l'État ou encore une entreprise non résidente.

La base des comptes consolidés

Depuis 1992, la Banque de France, en s'appuyant sur son réseau de succursales, collecte les comptes consolidés établis par un peu plus de 4 000 entreprises. Cette base comprend les plus grandes entreprises industrielles et commerciales en France. L'étude est menée en éliminant les sous-groupes consolidés par ailleurs par l'entité tête de groupe.

La consolidation, réalisée par les entreprises elles-mêmes, consiste en une agrégation de comptes individuels des unités légales entrant dans le périmètre de l'entreprise, après élimination des flux intragroupes et des titres de participation de la maison mère. Les entreprises étudiées ont toutes une maison mère dont le siège social est situé sur le territoire français ; le périmètre de consolidation comprend éventuellement des filiales ou des sous-filiales ayant leur siège social à l'étranger.

Par ailleurs, l'examen des rapports semestriels de 71 entreprises cotées représentant près de 75 % du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises non financières cotées, a permis de compléter l'analyse sur les six premiers mois de 2010.

Les défaillances

La notion retenue est l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe, lorsque celle-ci n'est pas précédée d'un redressement. Néanmoins, lorsqu'un plan de continuation ou un plan de cession intervient entre un redressement judiciaire et une liquidation judiciaire ou un nouveau redressement, il clôture la procédure initiale de redressement. On comptabilise donc la liquidation ou le deuxième redressement comme une ouverture de procédure, c'est-à-dire comme une nouvelle défaillance de l'unité légale.

Les informations émanent des greffes de tribunaux de commerce, de façon automatique dans 90 % des cas et par saisie manuelle pour le solde (entreprises situées dans le ressort des TGI à compétence commerciale). Dès lors qu'une procédure judiciaire est enregistrée informatiquement par les greffes, celle-ci est transmise à la Banque de France dans un délai de 24 heures. Les journaux d'annonces légales et les TGI sont utilisés pour compléter la collecte. Les événements judiciaires qui concernent les seules personnes physiques, comme par exemple les faillites personnelles, sont exclus.

La Centrale des risques

La Centrale des risques recense chaque mois les crédits consentis par les établissements de crédit à chacun de leurs clients au-delà d'un seuil (25 000 euros depuis janvier 2006). Les encours recensés sont regroupés en « crédits mobilisés » – les concours utilisés – et « crédits mobilisables » – les concours disponibles –. Les crédits mobilisés comprennent : les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés.

Annexe 2

Les catégories de taille et le secteur des entreprises

Chaque source de données ne permet pas forcément de disposer de toute l'information nécessaire pour définir la taille d'une entreprise selon la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 (LME). Il faut alors mobiliser les informations disponibles pour s'approcher au mieux de cette définition.

1| Attribution des tailles et des secteurs d'activité pour l'analyse des comptes sociaux

Le décret d'application de la LME publié le 20 décembre 2008, qui définit la notion statistique d'entreprise¹, précise, dans la continuité des définitions de la Commission européenne, les catégories de tailles d'entreprises et les critères permettant de les déterminer. Ces derniers sont au nombre de quatre : les effectifs, le chiffre d'affaires (CA), le total de bilan des unités légales et les liens financiers les reliant.

Les trois premiers critères sont appréciés au niveau de chaque entreprise entendue comme la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services, jouissant d'une certaine autonomie de décision (définie à partir des liens financiers). On retient un lien financier lorsqu'il correspond à une détention d'au moins 50 % du capital d'une unité légale.

Lorsqu'une entreprise se compose de plusieurs unités légales (on la qualifie alors d'entreprise « multi-unités légales » par opposition aux entreprises « mono unité légale »), les comptes sociaux des unités légales constitutives sont agrégés pour définir l'« entreprise ». Cette démarche ne permet pas de retraiter parfaitement les doubles comptes entre unités d'une même entreprise.

Les tailles sont définies comme suit :

- PME : moins de 250 salariés, avec chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros ou total de bilan inférieur à 43 millions d'euros ;
- Entreprises de taille intermédiaire (ETI) : entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, qui occupent moins de 5 000 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 1,5 milliard d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 2 milliards d'euros ;
- Grandes entreprises (GE) : les autres entreprises.

Les PME et les ETI peuvent être mono-unité légale ou bien se composer d'un ensemble d'unités légales, qui dépendent d'une tête de groupe française ou étrangère.

Le secteur d'activité repose sur la nomenclature agrégée 2008, elle-même issue de la NAF rév. 2. Dans le cas d'une entreprise multi-unités légales, le secteur est déterminé à partir d'un regroupement par secteur des unités légales. Le secteur retenu est celui des unités légales dont le poids dans l'entreprise est le plus important en termes de chiffre d'affaires, à condition que celui-ci excède 50 %. Dans le cas contraire, le classement par secteur des différents « regroupements » d'unités légales est effectué sur le critère des effectifs, toujours à condition que le poids dépasse 50 %. Sinon, on revient au classement par chiffre d'affaires, en retenant le secteur des unités dont la part est la plus forte.

¹ http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=AE22AD6AA9827C20CEBCA70F67427237.tpdjo01v_3?cidTexte=JORFTEXT000019961059&categorieLien=id

Taille moyenne de chaque catégorie d'entreprise en 2009

(en nombre et en millions d'euros)

	Nombre d'entreprises	Effectifs moyens	Chiffre d'affaires moyen	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	1 64 509	54	15,2	3,9	8,1	2,6	10,3
PME	160 129	20	4,3	1,2	1,1	0,7	1,3
ETI	4 195	650	200,3	47,2	92,7	38,8	111,8
Grandes entreprises	185	16 063	5 227,2	1 332,6	4 128,7	832,0	5 462,7

Poids économique des entreprises non financières en 2009

(effectifs en milliers, chiffre d'affaires, valeur ajoutée, endettement financier, endettement bancaire et capitaux propres en milliards d'euros)

	Nombre d'entreprises	Effectifs	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Endettement financier	Endettement bancaire	Capitaux propres
Ensemble	1 64 509	8 912	2 502	641	1 334	434	1 695
Par taille							
PME	160 129	3 215	694	196	181	118	216
dont PME filiales de société étrangère	6 601	239	78	19	28	13	24
ETI	4 195	2 725	840	198	389	163	469
dont ETI filiales de société étrangère	1 212	888	325	76	126	33	163
Grandes entreprises	185	2 972	967	247	764	154	1 011
Par secteur							
Industrie manufacturière	28 024	2 513	796	193	459	115	724
Énergie, eau, déchets	1 670	361	134	36	175	16	141
Construction	28 141	907	174	59	76	40	93
Commerce	61 957	2 268	958	149	237	91	334
Transports et entreposage	7 179	561	105	35	62	32	50
Hébergement et restauration	7 244	338	35	17	32	15	29
Information et communication	4 317	375	127	62	101	23	147
Activités immobilières	8 319	63	23	13	108	69	81
Soutien aux entreprises	15 876	1 428	138	71	71	27	83
Services aux ménages	1 782	99	13	6	12	6	14
Répartition							
Par taille							
PME	97,3	36,1	27,8	30,6	13,6	27,1	12,7
Dont PME filiales de société étrangère	4,0	2,7	3,1	3,0	2,1	3,0	1,4
ETI	2,6	30,6	33,6	30,9	29,2	37,5	27,7
Dont ETI filiales de société étrangère	0,7	10,0	13,0	11,9	9,5	7,6	9,6
Grandes entreprises	0,1	33,3	38,7	38,5	57,2	35,4	59,6
Par secteur							
Industrie manufacturière	17,0	28,2	31,8	30,1	34,4	26,5	42,7
Énergie, eau, déchets	1,0	4,0	5,4	5,6	13,1	3,6	8,3
Construction	17,1	10,2	6,9	9,3	5,7	9,2	5,5
Commerce	37,7	25,5	38,3	23,2	17,8	20,9	19,7
Transports et entreposage	4,4	6,3	4,2	5,4	4,7	7,4	3,0
Hébergement et restauration	4,4	3,8	1,4	2,6	2,4	3,5	1,7
Information et communication	2,6	4,2	5,1	9,7	7,6	5,3	8,7
Activités immobilières	5,1	0,7	0,9	2,0	8,1	15,9	4,8
Soutien aux entreprises	9,7	16,0	5,5	11,2	5,3	6,1	4,9
Services aux ménages	1,1	1,1	0,5	0,9	0,9	1,5	0,8

Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME. Ensemble des activités marchandes à l'exclusion des secteurs AZ (Agriculture), KZ (Activités financières, hors holdings) et OQ (Administration).

Note de lecture : population analysée à partir de 230 000 bilans d'unités légales en 2009, avec un taux de représentativité en termes d'effectifs supérieur à 75 % dans les entreprises de plus de 10 salariés.

Source : Direction des entreprises - Base FIBEN, novembre 2010

2| Définition des tailles pour l'analyse des comptes consolidés

Pour l'exploitation des données consolidées, les tailles suivantes sont retenues et sont alignées sur celles construites pour les comptes sociaux :

- Entreprises moyennes : mois de 250 salariés, avec chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros ou total de bilan de moins de 43 millions d'euros ;
- Entreprises intermédiaires : entreprise qui n'appartient pas au premier groupe, qui occupe moins de 5 000 personnes, dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1,5 milliard d'euros ou dont le total du bilan annuel est inférieur à 2 milliards d'euros ;
- Grandes entreprises : autre

Les comptes consolidés							
Répartition des entreprises en 2009							
<i>(chiffres en milliards d'euros ; répartition en %)</i>							
	Nombre	Chiffre d'affaire		Total de bilan		Fonds propres	
		Chiffre	Répartition	Chiffre	Répartition	Chiffre	Répartition
1 Principaux secteurs							
Agriculture	26	3	0,2	4	0,1	1	0,2
Industries (y compris énergie)	1 223	914	48,2	1 468	51,1	480	57,6
Commerce	1 146	446	23,5	298	10,4	83	10,0
Construction	268	113	6,0	147	5,1	32	3,8
Services	1 101	421	22,2	955	33,3	237	28,5
Total	3 764	1 898	100,0	2 871	100,0	833	100,0
2 Taille des entreprises							
Entreprises moyennes	1 499	49	2,6	51	1,8	21	2,5
Entreprises intermédiaires	2 066	397	20,9	477	16,6	154	18,5
Grandes entreprises	199	1 452	76,5	2 343	81,6	658	79,0

Champ : Entreprises non financières sur base consolidée
Source : Banque de France – Base FIBEN – données de novembre 2010

3| Définition des catégories d'entreprises pour l'analyse des encours de crédit à partir des données de la Centrale des risques, au sens unité légale

La taille est ici déterminée au niveau de l'unité légale, car seul un indicateur d'appartenance à un groupe est actuellement disponible, et non l'ensemble des liens financiers permettant de reconstituer les catégories d'entreprises comme pour les données de bilans.

Microentreprises : niveau d'activité inférieur à 1,5 million d'euros, inconnu ou trop ancien mais dont les crédits mobilisés sont inférieurs à 1 million d'euros ;

PME hors microentreprises : le niveau d'activité est soit supérieur ou égal à 1,5 million d'euros et inférieur à 50 millions d'euros, soit inférieur à 1,5 million d'euros, inconnu ou trop ancien mais dont les crédits mobilisés sont supérieurs ou égaux à 1 million d'euros et ne dépassent pas un seuil sectoriel ;

Grandes entreprises : les entreprises qui ont un encours mobilisé supérieur à ces seuils sectoriels sont systématiquement classées parmi les grandes entreprises, quel que soit leur chiffre d'affaires.

Des regroupements spécifiques sont effectués afin d'isoler les *holdings* et les entreprises du secteur activités immobilières.

Bibliographie

Cayssials (J.L.) et Kremp (E.) (2010)

« La situation des PME en 2009 : leur structure financière résiste à la crise », *Bulletin de la Banque de France*, n° 181

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu181-4.pdf>

Cayssials (J.L.) et Kremp (E.) (2010)

« Les PME de l'industrie manufacturière en France – un positionnement intermédiaire par rapport à huit autres pays européens », *Bulletin de la Banque de France*, n° 180

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu180-6.pdf>

Cayssials (J.L.), Chai (F.) et Kremp (E.) (2010)

« Entreprises cotées (PME et ETI) sur les marchés à faible capitalisation créés en 2005 »

<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/entreprises-cotees-sur-les-marches-a-faible-capitalisation.pdf>

Médiation du crédit aux entreprises (2010)

« Rapport d'activité octobre 2009 – octobre 2010 » adressé à Monsieur le Président de la République par Gérard Rameix, médiateur du crédit aux entreprises
<http://www.mediateurducredit.fr/site/Actualites/Rapport-d-activite-de-la-Mediation-du-credit-aux-entreprises-consolide-31-mai-2010-Le-cap-des-200-000-emplois-confortes-par-la-Mediation-du-credit-est-franchi>

Observatoire des entreprises (2009a)

« La situation des entreprises en 2008 – Grandes entreprises, entreprises de taille intermédiaire, petites et moyennes entreprises : des profils différenciés face à la crise », *Bulletin de la Banque de France*, n° 178

http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu178_3.pdf

Observatoire des entreprises (2009b)

« L'impact économique des défaillances en 2008 et 2009 », *Bulletin de la Banque de France*, n° 178

http://www.banque-france.fr/fr/publications/telechar/bulletin/etu178_4.pdf

Observatoire des entreprises (2010)

« Retraitement des relations intra-groupe dans les entreprises (combinaison d'unités légales) », *mimeo*, note n° 2010-88, octobre

Durand (C.), Cayssials (J.L.) et Mangin (C.) (2010)

« Principaux groupes français cotés au 30 juin 2010 : une reprise à prévoir sur 2010 ? », *mimeo*, note de la direction des Entreprises de la Banque de France

Chai (F.) et Kremp (E.) (2009)

« Fonds propres des entreprises : Situation et estimation des besoins en 2008 », *mimeo*, note n° 2009-193 de l'Observatoire des entreprises de la Banque de France

Direction des entreprises

« Les crédits par type d'entreprise », *STAT INFO*
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/credit-type-entreprise.htm>

Direction des entreprises

« Les défaillances d'entreprises », *STAT INFO*
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-entreprises/defaillances.htm>

INSEE (2010a)

« Quatre nouvelles catégories d'entreprise : une meilleure vision du tissu productif, novembre 2010 »
<http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1321/ip1321.pdf>

INSEE (2010b)

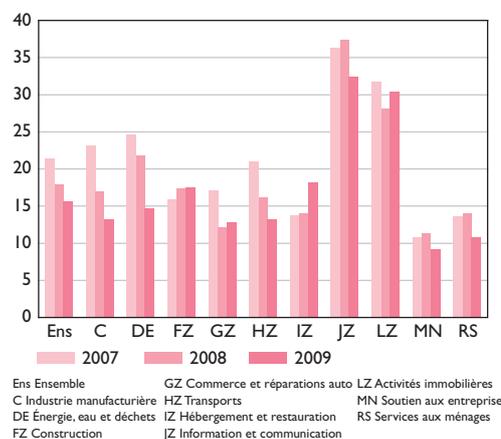
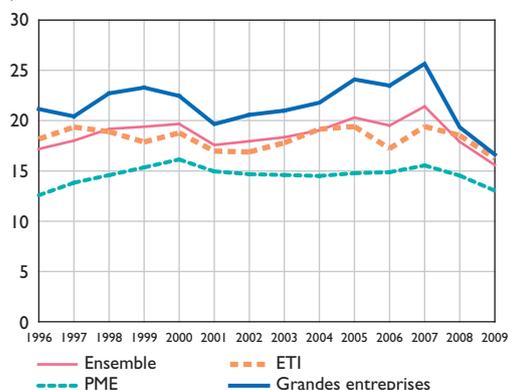
« L'Économie française (édition 2010) »
http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ecofra10f.pdf

INSEE (2010c)

« Note de conjoncture, octobre 2010 »
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm

Graphiques 6 Taux d'épargne : autofinancement sur revenu global

(en %)



Champ : Entreprises non financières, définies au sens de la LME

Source : Direction des Entreprises – Base FIBEN, données disponibles début novembre 2010

sévère dans les services, ainsi que dans les entreprises de taille moyenne et intermédiaire. Les plus grandes résistent mieux avec une rentabilité nette de 7 % en 2009. Globalement, cette rentabilité demeure positive, ce qui n'avait pas été le cas au début des années 2000 avec l'éclatement de la bulle internet (cf. graphiques 5).

Les résultats des entreprises cotées se redressent au premier semestre de 2010

Au vu de leurs rapports semestriels, les principales entreprises non financières cotées en bourse enregistrent une reprise de leur activité au premier semestre de 2010 : leur chiffre d'affaires total augmente de 8,5 % et leur résultat net de 44 %⁴. L'embellie est particulièrement importante dans l'industrie manufacturière et la construction, ainsi que dans l'énergie et l'environnement. Elle correspond largement à un effet de rattrapage après la crise, notamment dans l'industrie. Elle repose en grande partie sur la dynamique des pays émergents.

3| L'épargne et l'investissement chutent

La répartition du revenu global s'opère au détriment de l'autofinancement

Constitué de la valeur ajoutée et de l'ensemble des revenus hors exploitation perçus par l'entreprise, le

revenu global recule de 7,9 %. Les charges de personnel ayant beaucoup moins diminué en 2009 que le revenu global, la part de celui-ci affectée aux salariés s'accroît de 5 points, à 52 % (rémunération et participation aux fruits de l'expansion). À la faveur de la baisse des taux et des niveaux d'endettement, la part versée aux prêteurs sous forme d'intérêts régresse. Celle distribuée aux actionnaires sous forme de dividendes diminue également, à la différence de ce qui était observé en 2008. La part versée à l'État *via* les impôts et taxes est stable. Au final, l'autofinancement, qui est la partie du revenu global conservée par l'entreprise, se contracte de plus de 20 % en 2009. Ceci se traduit par un taux d'épargne à son plus bas niveau sur la période étudiée : le repli est très marqué, en particulier pour les grandes entreprises avec une chute de près de dix points par rapport à 2007. Quelle que soit la catégorie d'entreprises, le gain des dix dernières années est effacé (cf. graphiques 6).

L'investissement recule nettement en 2009

Dans un environnement économique difficile et incertain, l'investissement d'exploitation baisse de 20 %, dans les mêmes proportions que l'autofinancement. L'investissement des PME est à 16 % financé par du crédit-bail. Les secteurs les plus utilisateurs de ce type de financement restent la construction et les transports (cf. tableau 3).

Le taux d'investissement s'érode de 1,7 point en 2009, à 20,3 % de la valeur ajoutée. Revenant à un niveau proche de 2003 pour l'ensemble des entreprises, il est

4 Évolution issue de l'exploitation des comptes de 71 entreprises cotées sur Euronext (cf. Durand et alii – 2010)